

## Les crimes de la gauche révolutionnaire, par Berthe Fouchère

*Tribune libre de Berthe Fouchère dans le Populaire du 24 mai 1938.*

Il est des affirmations visant la gauche révolutionnaire tellement inexactes et injustes qu'il n'est pas possible qu'elles demeurent sans réponse.

Gaillard, dans la tribune du Parti, le 15 courant, affirme que la gauche révolutionnaire est *une fraction formant un parti dans le parti, et qui s'insurge, dès le lendemain du jour où elles sont prises, contre les décisions régulièrement adoptées par les congrès ou les conseils nationaux.*

Il est faux que la gauche révolutionnaire forme un parti dans le parti; elle est une tendance au même titre que la *Bataille* ou le *Socialiste*, elle défend ses conceptions, se fait connaître par les moyens réguliers qui ont toujours été en vigueur dans le Parti (conférence d'information, réunion de militants, revue périodique, tracts, motions pour les congrès) et qu'utilisent légitimement toutes les tendances. Pourquoi vouloir à tout prix la représenter comme une fraction organisée, à l'action dissolvante et intolérable ? Alors que l'on trouve tout à fait normale l'existence de *clubs* au sein du Parti, clubs qui jouent un rôle si actif que Costedoat dans le *Socialiste* du 1er mai les remercie et les félicite pour lui avoir facilité sa besogne de reconstruction de la fédération de la Seine.

Il est faux que la tendance gauche révolutionnaire s'insurge contre les décisions régulièrement prises par les congrès ou conseils nationaux. Non seulement elle ne songe pas à s'insurger contre ces décisions, mais elle est la première, et souvent la seule, à demander qu'elles soient appliquées.

Ainsi au lendemain de Marseille, Marceau Pivert précisait dans les *Cahiers rouges* l'action à entreprendre pour que les résolutions du congrès national, relatives à la laïcité, aux colonies, à l'Espagne, ne soient pas lettre morte. Et nous aurons l'occasion de dire à Royan les efforts de nos délégués à la C.A.P. afin que le Parti entreprenne une vigoureuse campagne d'opinion publique pour les nationalisations prévues dans l'avenant au programme du Rassemblement populaire.

Nous avons toujours demandé au Parti de *faire ce qu'il dit*. Nous n'avons jamais mis en cause *publiquement* aucune de ses décisions régulières. Dans la propagande publique, nous avons été parmi les plus fidèles, les plus disciplinés, les plus dévoués. Et l'histoire du tract de la Fédération de la Seine ne convaincra aucun socialiste objectif et de bonne foi de notre... indignité.

La vérité, c'est qu'on veut une nouvelle foi mettre en accusation devant le Parti toute une tendance de notre mouvement socialiste.

Son crime ?

Il est de pousser le Parti à l'action;

D'avoir dénoncé impitoyablement les faiblesses, les timidités, des divers gouvernements de Front populaire;

D'avoir prévu ce qui arriverait, et de l'avoir dit sans ménagement, si on ne menait pas contre les trusts et les banques la bataille énergique qu'attendait le monde du travail;

D'avoir dit qu' « *il eût fallu ou bien ne pas reculer devant l'illégalité ou bien ne pas prendre le gouvernement* » (Séverac: Lettres à Brigitte).

Il est, d'avoir seule, dénoncé la pause comme une duperie pour la classe ouvrière;

De penser qu'il n'y aura de paix sociale qu'au terme des efforts de libération (Jean Jaurès);

De s'être, *seule*, élevée contre l'idée d'un gouvernement d'union nationale;

De croire en la croissance au fur et à mesure que s'accroît le processus de décomposition du régime capitaliste, des antagonismes de classe et en l'implacable nécessité de la lutte de classe, dont « *la notion doit être constamment rendue plus nette et plus présente* » (Bracke: *Bataille socialiste*, août 1937);

Il est de rappeler sans cesse le Parti au respect de sa charte et des principes fondamentaux du socialisme;

Il est d'avoir eu raison trop tôt;

Il est aussi de penser que les contradictions objectives de la transformation sociale étant réalisées, la révolution socialiste est devenue une nécessité et une possibilité.